

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

---













**MARCHES N° 25-2786**

**Fourniture, installation, assistance à l'utilisation et service  
après-vente, des équipements mobiliers de la CPAM DU  
RHONE**

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)  
COMMUN A TOUS LES LOTS**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture, installation, assistance à l'utilisation et service après-vente, des équipements mobiliers de la CPAM DU RHONE</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>CPAM DU RHÔNE 276 COURS EMILE ZOLA 69100 - VILLEURBANNE</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Divers sites de la CPAM du Rhône, 276 cours Emile Zola, 69619 VILLEURBANNE CEDEX</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 7 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p> <p>Le présent accord-cadre pourra faire l'objet de reconduction(s). La durée de la période de reconduction sera identique à la durée de la période initiale.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

# SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....	5
ARTICLE 2.	OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 3.	FORME DU CONTRAT.....	5
ARTICLE 4.	DURÉE / DELAIS .....	6
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 6.	ASSURANCES .....	7
ARTICLE 7.	INTERVENANTS.....	7
7.1.	SOUS-TRAITANCE .....	7
7.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	7
<b>PARTIE 3.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 8.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	8
8.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	8
8.2.	CONTENU DU PRIX.....	9
8.3.	VARIATION DES PRIX.....	9
ARTICLE 9.	AVANCE & RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 10.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	10
10.1.	DELAI DE PAIEMENT .....	10
10.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	10
10.3.	FACTURATION .....	11
<b>PARTIE 4.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	13
ARTICLE 12.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 13.	DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	14
ARTICLE 14.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS .....	15
ARTICLE 15.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	16
<b>PARTIE 5.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 16.	RÉCEPTION.....	17
ARTICLE 17.	DÉLAI DE GARANTIE .....	17
<b>PARTIE 6.</b>	<b>CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 18.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ.....	18
ARTICLE 19.	NON EXCLUSIVITÉ.....	20
ARTICLE 20.	OBLIGATION DE CONSEIL .....	20
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>21</b>
ARTICLE 21.	PÉNALITÉS ET PRIMES .....	21
ARTICLE 22.	MESURES COERCITIVES.....	21
ARTICLE 23.	CAS DE RÉSILIATION .....	21
ARTICLE 24.	LIQUIDATION .....	22
ARTICLE 25.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	22
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE 1 -</b>	<b>SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXE 2 -</b>	<b>LIVRET DE SECURITE DE L'INFORMATION .....</b>	<b>26</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## **PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR**

Le représentant de l'acheteur :

Nom : Madame EMMANUELLE LAFOUX

Adresse : CPAM DU RHÔNE, 276 COURS EMILE ZOLA, 69100 VILLEURBANNE

E-mail : unitemarches.cpam-rhone@assurance-maladie.fr

La livraison des fournitures se déroule sous le contrôle d'un représentant du Département Achats désigné à la notification du marché.

### **ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et le SAV de différents mobiliers pour la CPAM du Rhône.

Il concerne :

- Les espaces de travail partagés
- Les salles de réunion et bulles collaboratives
- Les espaces communs : convivialité, attente, informel
- L'espace de restauration
- ...

#### **Division en Lots**

Le marché est alloté comme suit:

- **Lot n° 1: Conception, Transformation et installation de tables et plans de travail créé à partir du gisement interne de la CPAM du Rhône**
- **Lot n° 2: Conception, Transformation et installation de différents mobiliers (sauf tables et plans de travail) créés à partir du gisement interne de la CPAM du Rhône**
- **Lot n° 3: Mobilier des espaces de travail**
- **Lot n° 4: Mobilier des bulles et Salles De Réunion, tables et chaises**
- **Lot n° 5: Mobilier Informel**
- **Lot n° 6: Accessoires au plan de travail**
- **Lot n° 7: Cabines téléphoniques**
- **Lot n° 8 : Eléments décoratifs**

### **ARTICLE 3. FORME DU CONTRAT**

En application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, chaque lot est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Les limites contractuelles de commande sont les suivantes :

<b>Lots</b>	<b>Montant minimum de commande sur la durée du marché</b>	<b>Montant maximum de commande sur la durée totale du marché en € HT</b>
<b>Lot n° 1</b>	0 € HT	300 000 € HT
<b>Lot n° 2</b>	0 € HT	450 000 € HT
<b>Lot n° 3</b>	0 € HT	450 000 € HT
<b>Lot n° 4</b>	0 € HT	300 000 € HT
<b>Lot n° 5</b>	0 € HT	200 000 € HT
<b>Lot n° 6</b>	0 € HT	400 000 € HT
<b>Lot n° 7</b>	0 € HT	200 000 € HT
<b>Lot n° 8</b>	0 € HT	600 000 € HT

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses pour la durée totale du marché (reconductions comprises). Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

Les quantités estimatives indiquées dans le DQE servent de base à l'analyse des offres. Elles ne sont donc pas contractuelles.

#### **ARTICLE 4. DUREE / DELAIS**

##### Durée :

Le présent marché est conclu, pour une période ferme d'un an à compter de sa notification.

Il pourra être tacitement reconduit trois fois maximum par période successive d'un an (reconductions comprises).

A la fin du marché, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 120 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

##### Délai de livraison :

Le délai d'exécution de chaque bon de commande est de 56 jours calendaires maximum (soit 8 semaines). Ce délai s'applique entre l'envoi du bon de commande par la CPAM du Rhône au titulaire et le début de la pose.

## **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- L'offre technique du titulaire
- Le catalogue du fournisseur
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

## **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

---

La sous-traitance n'est pas admise pour les fournitures, elle n'est donc admise pour l'exécution de cet accord cadre que pour les lots 1 et 2 à condition que la partie du marché sous-traité concerne une prestation de service.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

---

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

### ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 8.1.Modalités de fixation des prix

---

##### > 9.1.1 – Articles au BPU

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

##### > 9.1.2 - Articles au catalogue

Lorsque le mobilier commandé ne figure pas dans le BPU, la CPAM du Rhône a la possibilité de commander un article sur catalogue et au prix catalogue, prix affecté du rabais indiqué par le titulaire à l'Acte d'Engagement.

Le rabais ne varie pas pendant toute la durée d'exécution du marché.

##### > 9.1.3 – Pour les lots 01 et 02 : Articles dont le prix est fonction de la réalisation d'un prototype

La rémunération des lots n°01 et n°02 se fait sur la base de prix unitaires. Le prix unitaire comprend la récupération du mobilier à transformer et la restitution du mobilier sur le site concerné après transformation.

- Gisements et fonctionnalités de mobilier identifiés dans le BPU.

Le Bordereau des Prix Unitaires ne fait mention que des mobiliers pour lesquels un gisement et une fonctionnalité de réemploi ont été identifiés par la CPAM du Rhône.

Suite à l'audit réalisé par le(s) titulaire(s) des lots n°01 et n°02, se déroulera l'étape de création et validation du prototype décrite au CCTP.

Le Bordereau des Prix Unitaires pourra être mis à jour, en application de la clause de réexamen (cf. article 14 du présent CCAP) suite à la validation du prototype par la CPAM du Rhône. Dans cette hypothèse, le prototype ne donnera pas lieu à règlement de la part de la CPAM du Rhône.

Si le prototypage ne donne pas entière satisfaction, et n'est finalement pas réalisé, la CPAM du Rhône procédera néanmoins à son règlement sur la base d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 400 € HT.

- Gisements et fonctionnalités de mobilier non identifiés dans le BPU.

Suite à l'audit réalisé par le(s) titulaire(s) des lots n°01 et n°02, pourront utilisés des gisements identifiés, ou non, pour créer une fonctionnalité de mobilier non envisagée par la CPAM du Rhône au lancement du marché (et donc non indiquée au BPU)

Les différentes étapes de création et de validation du prototype sont décrites au CCTP.



Le Bordereau des Prix Unitaires pourra être mis à jour, en application de la clause de réexamen (cf. article 14 du présent CCAP) pour la création de mobilier dont l'enjeu de réutilisation apparaît postérieurement à la signature du marché, suite à la validation du prototype par la CPAM du Rhône. Dans cette hypothèse, le prototype ne donnera pas lieu à règlement de la part de la CPAM du Rhône.

Si le prototypage ne donne pas entière satisfaction, et n'est finalement pas réalisé, la CPAM du Rhône procédera néanmoins à son règlement sur la base d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 400 € HT.

## **8.2. Contenu du prix**

---

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

## **8.3. Variation des prix**

---

Mois d'établissement des prix : M0 : Novembre 2025.

### **➤ 8.3.1 - Prix unitaires (BPU) :**

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Annuelle

Les prix seront fermes, non actualisables et non révisables pendant la 1ère année d'exécution du marché.

La révision se fera ensuite à chaque date d'anniversaire du marché, elle est applicable à l'ensemble des prix du BPU.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

$CR = 0,85 * c1/C1 + 0,15$

où

c1 = indice 10764262 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin en vigueur Dernière valeur connue et publiée à la date de la révision

C1 = indice 10764262 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin en vigueur au mois de la date de remise de l'offre finale par le Titulaire (M0)

\* En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

La révision de prix peut être réalisée à tout moment, de façon rétroactive, par la partie la plus diligente, sans pouvoir aller au-delà de la dernière date de révision effective.

➤ 8.3.2 - Prix du catalogue

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir à l'acheteur son nouveau tarif et son tarif catalogue au plus tard un mois avant l'échéance de chaque période. Dans le cas où le fournisseur ne présenterait pas ses nouveaux tarifs dans les délais demandés, les tarifs de la première période ou de la période précédente seront reconduits pendant la nouvelle période d'exécution du marché.

## **ARTICLE 9. AVANCE & RETENUE DE GARANTIE**

Conformément à l'article R2191-61 du Code de la commande publique, Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues à la sous-section 1, à savoir lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option A du CCAG FCS sera alors applicable.

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT**

### **10.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

ALINE BERNADAC  
Directrice comptable  
CPAM DU RHÔNE  
276 COURS EMILE ZOLA  
69100 VILLEURBANNE

### **10.2. Modalités de règlement des comptes**

Le titulaire pourra prétendre à terme échu, au paiement des sommes dues au titre de la prestation, sur présentation d'une facture portant les références de la commande à laquelle elle se rapporte (n° BC CPAM)

Acomptes :

Aucun acompte ne sera versé au titre du présent marché.

Contenu de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies :

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Conformément aux dispositions de l'article 11.5.1, la remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations du bon de commande concerné.

Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Paieement pour solde et règlement partiels et définitifs :

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Chaque bon de commande, après opération de vérification, fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

Facturation électronique :

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **10.3. Facturation**

---

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : CPAM DU RHÔNE

SIRET : 51746592800011

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Forme des notifications et informations :

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Le titulaire indique à l'Acte d'Engagement, les coordonnées de l'interlocuteur dédié à la CPAM du Rhône.

En cas de changement de l'interlocuteur en cours de marché, le titulaire préviendra la CPAM du Rhône en respectant un préavis de 15 jours. La CPAM du Rhône se réserve le droit de récuser le nouvel interlocuteur proposé.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais impératifs de livraison de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis avant la date de fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

#### Ordres de service :

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 12. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Pour les lots n°01 et n°02, la CPAM du Rhône remettra au titulaire, des mobiliers actuellement en place dans ses locaux, afin de les transformer, modifier, upcyclé...

Lors de la mise à disposition de ces mobiliers, un constat contradictoire sera établi et il sera signé par les deux parties, par dérogation à l'article 18.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, la valeur des mobiliers ne sera pas indiquée.

Conformément à l'article 18.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Les frais et risques de transport des mobiliers qui doivent être restitués à l'acheteur sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 18.5. du CCAG Fournitures Courantes et Services, lors de la restitution du mobilier transformé/modifié/up-cyclé, les dispositions du Chapitre 5 du CCAG Fournitures Courantes et Services sont applicables (Constatation de l'exécution des prestations – Garantie – Maintenance).

Les articles 18.6 et 18.7 du CCAG FCS ne sont pas applicables au présent marché.

Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché :

Par dérogation l'article 19 du CCAG Fournitures Courantes et Services, l'acheteur aménage à ses frais, les locaux destinés à l'installation du matériel et assure la maintenance desdits locaux et leur approvisionnement en fluides.

La CPAM du Rhône informe le titulaire de la disponibilité des locaux. Cette information sera faite 15 jours, au moins, avant la date de livraison du matériel.

La CPAM du Rhône s'engage à ce que les aménagements soient terminés avant la date prévue pour la livraison.

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

Livraison :

Les dispositions de l'article 21 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Il est précisé que la signature apposée sur le bon de livraison lors du dépôt des marchandises ne peut être considérée comme l'admission des articles en qualité et en quantité.

Il est rappelé qu'en aucun cas les livreurs ne sont habilités à pénétrer dans les locaux de la CPAM du Rhône sans s'être fait connaître auprès :

- soit du poste de sécurité,
- soit du responsable du site concerné.

et sans être accompagnés par un membre du personnel de la CPAM du Rhône ou un agent de sécurité.

De même, les livreurs ne sont pas autorisés à utiliser le matériel appartenant à la CPAM du Rhône (chariots...)

Les mobiliers devront être protégés de façon à assurer leur livraison sans rayure(s), ni coup(s), ni dommage de quelque nature.

En cas de détérioration de ceux-ci pendant le transport ou la livraison, ils seront remplacés par le fournisseur dans un délai de 2 jours, sans aucune facturation supplémentaire.

## **ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE**

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Clause environnementale générale :

Les dispositions de l'article 16.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

### Prestations supplémentaires et modificatives :

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Clause de réexamen

Les dispositions de l'article 25 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Modification du marché - Clause de réexamen (Code de la Commande Publique) :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du code de la commande publique.

- Pour les lots 01 et 02 :

- Gisements et fonctionnalités de mobilier identifiés dans le BPU.

La présente clause de réexamen, pourra être utilisée, suite à l'audit réalisé par le(s) titulaire(s) des lots n°01 et n°02 afin de mettre à jour le Bordereau des Prix Unitaires suite à la validation de l'étape de prototypage par l'Acheteur.

Les adaptations pourront porter sur les ajustements nécessaires à la prise en compte des coûts de transformation, de transport ou de remise en état des éléments réemployés.

La mise en œuvre de cette clause donnera lieu à un avenant précisant notamment :

- Les modifications retenues au BPU et leurs incidences financières ;
- Les ajustements éventuels de délais d'exécution ;

- Gisements et fonctionnalités de mobilier non identifiés dans le BPU.

La présente clause de réexamen, pourra être utilisée, suite à l'audit réalisé par le(s) titulaire(s) des lots n°01 et n°02 afin de mettre à jour le Bordereau des Prix Unitaires pour la création de mobilier dont l'enjeu de réutilisation est apparu postérieurement à la signature du marché, suite à la validation du prototype par l'Acheteur.

Les adaptations pourront porter sur :

- La création ou la modification de prix unitaires relatifs aux mobiliers, issus de la réutilisation, identifiée postérieurement à la signature du marché ;
- Les ajustements nécessaires à la prise en compte des coûts de transformation, de transport ou de remise en état des éléments réemployés.

La mise en œuvre de cette clause donnera lieu à un avenant précisant notamment :

- Les modifications retenues au BPU et leurs incidences financières ;
- Les ajustements éventuels de délais d'exécution ;

Il est expressément stipulé que ces modifications ne changent pas la nature globale du marché ni son objet principal.

- Pour l'ensemble des lots :

- La présente clause de réexamen, pourra être utilisée pour mettre à jour le BPU, si un article devait être commandé en grande quantité ou en cas de nouveaux besoins, afin de pouvoir bénéficier de la meilleure offre tarifaire du titulaire, étant précisé que les articles ainsi ajoutés devront entrer dans l'objet du lot concerné.
- Dans le cas où les montants maximums de commande indiqués à l'article 3 seraient atteints avant la fin du marché (soit au plus tard le 31/12/2029), la présente clause de réexamen pourra être utilisée lorsque 90 % du maximum du lot de l'accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le titulaire. Dans un délai de 60 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum du lot de l'accord-cadre dans la limite de 20 % du maximum initial.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet au/ aux titulaire(s) un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié du lot n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au(x) titulaire(s).

## **ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Par dérogation, au chapitre VI au CCAG Fournitures Courantes et Services, le titulaire conserve l'intégralité de ses droits de propriété intellectuelle sur ses méthodes, procédés, savoir-faire et outils de transformation du mobilier.

L'acheteur acquiert uniquement le droit de propriété matérielle et d'usage (soit conformément à l'article 544 du Code civil, utiliser, déplacer, prêter, vendre ou céder le mobilier) du mobilier transformé livré dans le cadre du présent marché, sans aucun transfert des droits de propriété intellectuelle afférents aux méthodes de conception ou de transformation.

Aucune licence d'utilisation, reproduction ou exploitation des procédés techniques du titulaire n'est concédée à l'acheteur public.



## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 16. RECEPTION**

#### Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Déroulement des opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services, l'acheteur a un délai de 15 jours après l'installation finalisée des mobiliers pour décider de l'admission, de l'ajournement ou du rejet des prestations.

#### Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Admission :

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Réfaction :

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 17. DELAI DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux ans. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

### ARTICLE 18. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

#### **Protection des données à caractère personnel :**

\* Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

\* 1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

#### **Obligation de confidentialité :**

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Mesures de sécurité :

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Information des sous-traitants :

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

#### **ARTICLE 19. NON EXCLUSIVITE**

Par exception au principe du droit à l'exclusivité détenu par le titulaire sur les prestations objet du présent marché, le pouvoir adjudicateur pourra s'adresser à un autre prestataire pour des besoins occasionnels ou en cas de défaillance du titulaire, pour autant que le montant cumulé de ces besoins ne dépasse pas la somme de 35 000 euros HT par an.

#### **ARTICLE 20. OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché.

## **PARTIE 7.   DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 21.   PENALITES ET PRIMES**

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Le montant total cumulé de toutes les pénalités de retard ne peut excéder 50% du montant total du prix hors taxes du bon de commande.

Les pénalités de retard pourront être appliquées sans que l'acheteur n'invite le titulaire à présenter ses observations.

Les pénalités sont dues dès le premier euro.

La pénalité applicable en cas de retard est égale à :

- 1/100ème du montant € HT du bon de commande concerné entre le 1er et le 7ème jour de retard
- 1/50ème du montant € HT du bon de commande concernée à compter du 8ème jour de retard

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### **ARTICLE 22.   MESURES COERCITIVES**

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **ARTICLE 23.   CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour événements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 24. LIQUIDATION**

Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 25. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LYON

Tél. : 04.72.60.70.12

Fax :

Email : tj-lyon@justice.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LYON

Tél. : 04.72.60.70.12

Fax :

Email : tj-lyon@justice.fr

Règlement à l'amiable :

Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mémoire en réclamation :

Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de notification de la décision :

Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de réclamation :

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 18 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 19 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.  
Il est dérogé à l'article 37 du CCAG Fournitures Courantes et Services.



# Obligation en matière de sécurité physique et de confidentialité

## Personnel intervenant dans les locaux

### Règles de bonne conduite

#### INTERDICTION

- de **fumer** dans les locaux
- de faire **entrer** toute **matière prohibée** par la législation en vigueur
- d'**accueillir** des **personnes étrangères** au besoin du service
- d'**utiliser** du **matériel** propriété de la CPAM du Rhône à des **fins personnelles** : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax etc...) photocopieur, manutention, etc...
- de **porter atteinte** à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du **réseau informatique** notamment de **brancher** quelque **équipement** que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le **réseau électrique** (chargeur de téléphone, etc...)
- de **se connecter** de quelque façon que ce soit sur le **réseau informatique** (en filaire, en wifi, etc...)



### Discretion et confidentialité

#### ENGAGEMENT

- à **ne pas divulguer** à des **tiers** des **informations** qu'il pourrait être amené à connaître dans le cadre de son activité
- à **protéger** les **informations confidentielles** dont il a connaissance ou qu'il manipule et à **ne pas** les **divulguer** à **autrui**
- à **ne pas mettre à profit** les **activités** qui lui ont été confiées pour **recueillir** ou **rechercher** intentionnellement des **informations confidentielles** sous quelque forme que ce soit
- à **informier immédiatement** de toute **situation** où de telles **informations seraient** **recueillies** par inadvertance ou viendraient fortuitement à leur connaissance







**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Rhône

## Obligation en matière de sécurité physique et de confidentialité

### Badge d'accès aux locaux

### Gestion de l'alarme intrusion

#### Prestataire et personnel s'engagent

- à **confier les badges** **uniquement** au **personnel concerné** par l'activité du contrat;
- à **utiliser les badges** d'accès fournis **uniquement** dans le **cadre** de leur **activité** et **durant** les **horaires d'intervention** convenus;
- à **assurer la protection** physique des **badges** fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol;
- à **ne pas permettre** à un **tiers** par quel moyen que ce soit **de réaliser une association** entre les dits **badges** et l'**adresse** du lieu d'**exécution du contrat**;
- à **avertir** dans les **plus brefs délais** en cas de **perte** ou de **vol** de l'un ou des **badges**;
- à **restituer les badges** au **terme du marché**.



- à **assurer la confidentialité** du **code** fourni;
- à **utiliser le code** fourni **uniquement** dans le **cadre** de leur **activité** et **durant** les **horaires d'intervention** convenus;
- à **mettre hors surveillance** le système d'anti intrusion à l'**issue de chaque intervention**;
- à **signaler toute alerte** remontée par le système **lors de sa mise sous surveillance** ou **lors de sa mise hors surveillance**;
- à **avertir** dans les **plus brefs délais** en cas de **risque de divulgation** du dit code;
- à **signaler le départ** d'un **collaborateur** avant sa connaissance du dit code.



Vous êtes maintenant prêt à exercer votre prestation au sein de notre organisme en respectant la Sécurité du Système d'Information.

Nous nous réservons le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect de vos obligations.



**ameli.fr**



Rhône

# Livret de sécurité de l'information



Votre société s'est engagée, par contrat, à faire respecter par ses salariés et sous-traitants les consignes de sécurité et les clauses de confidentialité applicables dans notre organisme. Avant de démarrer votre prestation, vous devez en prendre connaissance.

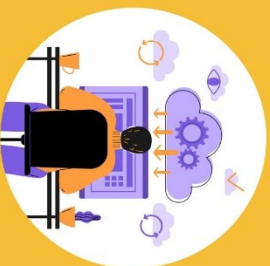
### CONTRÔLE D'ACCÈS AUX LOCAUX

Les prestataires ont l'obligation de porter leur badge en évidence durant toute la durée de l'intervention.



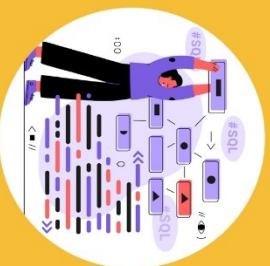
### RESPECT DE LA CONFIDENTIALITÉ

Toute information de l'organisme est par nature confidentielle et ne doit pas être divulguée.



### RESPECT DE LA DISPONIBILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ

Les actions effectuées dans le cadre de votre prestation ne doivent pas altérer la disponibilité et l'intégrité du système d'information.



### CONTRÔLE D'ACCÈS AU SYSTÈME D'INFORMATION

Les accès au système d'information sont susceptibles d'être enregistrés et contrôlés.



### RESPECT DES EXIGENCES LÉGALES

La prestation effectuée doit être conforme à la législation relative à la propriété intellectuelle et aux droits d'auteurs.



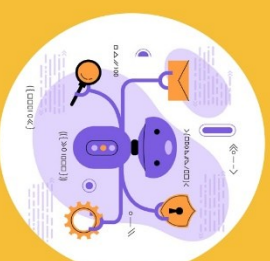
### GESTION DES INCIDENTS

Toute faille soupçonnée ou incident de sécurité constaté doit être signalé à votre contact dans l'organisme.



### RESTITUTION DES BIENS

En fin de marché, les matériels confiés par l'organisme dans le cadre du marché (clés, badges, etc., ...) devront être rendus.



### PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES DE PROTECTION DES DONNÉES

En cas de manipulation de traitement de données personnelles pour notre compte, vous devez respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et de documentation afin de répondre aux exigences du Règlement européen (RGPD).

